

Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**CANTON DU
BASSIN CHAURIEN**

**Le présent document est publié sous licence
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au
personnel des Archives Départementales de l'Aude,
qui ont rendu ces travaux possibles.*

Une démarche volontariste et démocratique du CESE

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'économie est au cœur des cahiers de doléances

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

La sensibilité aux questions environnementales est prégnante

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

Et maintenant ?

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

CAHIERS DE DOLÉANCES

CANTON DU BASSIN CHAURIEN

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.



COMMUNE DE CASTELNAUDARY

GRAND DEBAT NATIONAL

CAHIER CITOYEN

LIVRE N° 1

- Je souhaite une Hausse significative du Smic
- Indexation des retraites, des allocations sur le coût de la vie
- une Baisse significative de la TVA et des Taxes
 - sur les produits de 1^{er} nécessité
 - sur les énergies
 - sur les carburants
 - suppression de la CG des retraités
- Des mesures de Justice sociale pour rétablir l'égalité
 - Baisse importante des rentes salaires, avantages, Privilèges et retraites, en cours et futures, du président
 - des ministres, députés, sénateurs, et au Fonctionnaire de l'état
- Pour les artisans, indépendants et l'ensemble des structures PME/PMI de moins de 10 salariés
- suppression du RSI et accès au chômage etc. à retraite du système Général
- Réforme de l'ISF, des impôts et Taxes sur les grandes entreprises et GAFAM
progressive selon les revenus
- Retour des services publics dans les petites villes CAF. Secu. un pôle unique emploi en accord libre.

Monsieur Macron ne veut pas repenser de la
Peine de Mort ! Il garde son cap !
Mais en France, la peine de Mort est en vigueur !
---- Pour les Victimes !!

ce serait donc, comme la peine de Mort, lorsque
les assassins, le seront aussi !

FISCALITE: Train de Vie de l'Etat (Président de la
République, Sénateurs, Députés, Haut-Fonctionnaires)

Pour le Président de la République : Fini les vacances
ou les week-end à la "laurier" construit en 1787, idem
près du Château de Versailles et le Fort de Brégançon :
des milliers d'euros qui en s'additionnant deviennent des millions
d'€. Je ne pense pas qu'il soit SDF!!

Sénateurs : Terminer "la cantine" préparée pour un
Chef d'Etat avec 14 employés qui coûte peu chère aux
vues des menus

(non cotisée): Terminer l'allocation de retour à l'emploi

Cela représente la différence de salaire
entre la situation de sénateur avec le salaire perçu
lors de la sortie du sénat. Régressive, oui, mais jusqu'à
l'âge de la retraite.

Députés : Remettre le paiement de la CSG subvenue
pour Eur-mêmes en 2017 lors de l'accord

de justificatif de dépenses.

3

Le coût de l'Assemblée Nationale a "flambé" en 2018 et ils sont obligés de reprendre des millions d'euros à cause d'une mauvaise gestion.

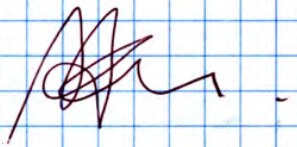
Baisser leur "prime" de mandat, plus de carte prépayée en 1^{ère} classe pour la SNCF, plus de privilèges pour les transports en avion ----

Haut. Fonctionnaires Salaires exorbitants avec bien des avantages ex: salaire du Gouverneur de la Banque + de 250.000 € avec une prime pour le logement de + de 5.000 € ---- etc -

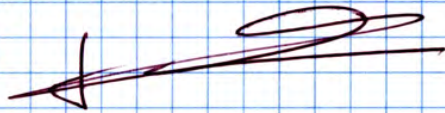
Le Gouvernement a fait changer bien des valeurs dans le parc de l'Élysée, voitures hybrides de près de 30.000 € chacune pour Préfets, Hauts Fonctionnaires, ministres -- et tout cela "par TETE" - Terminer pour les Ministres et les Secrétaires d'Etat d'être logés dans les anciens palais ROYAUX. Finies maintenant les maisons pour MILWARDS à toute la presse écrite, finies toutes les richesses fiscales (journalistes → droit à 6.000 € d'exonération sur leur revenu --) etc.

Il n'y a plus d'argent? Si vous cherchez bien, Messieurs, vous en trouverez et vous en ferez bénéficier à TOUT CEUX qui cherchent ce qu'il reste dans le frigo pour pouvoir manger. Nous sommes dans une République "MONARCHIQUE".

4. Je souhaiterais
l'indexation des retraites!



Quand y a-t-il une navette gratuite
pour accéder à la Zone d'Essai où les
services déminuent? Pas gratuite en ce
moment quand on est ouge et qu'on ne
nous oublie pas pour les impôts divers. par
ailleurs - un retour de service serait bien
apprécié!



*Apolitique, sans violence ni dégât pour le bénéfice de tous,
sans casser le gouvernement ni la démocratie représentative*

ne pas jeter sur la voie publique

NOUVELLE DEMANDE AU GOUVERNEMENT : la BNRI

Dans le cas du « Grand Débat » (cahiers de doléances)

une Boîte Nationale de Réclamations et Idées avec N° de tél gratuit : donc accessible à tous les Français !

Objectif : Faire travailler les Parlementaires et le Gouvernement sur les problèmes réels des gens.

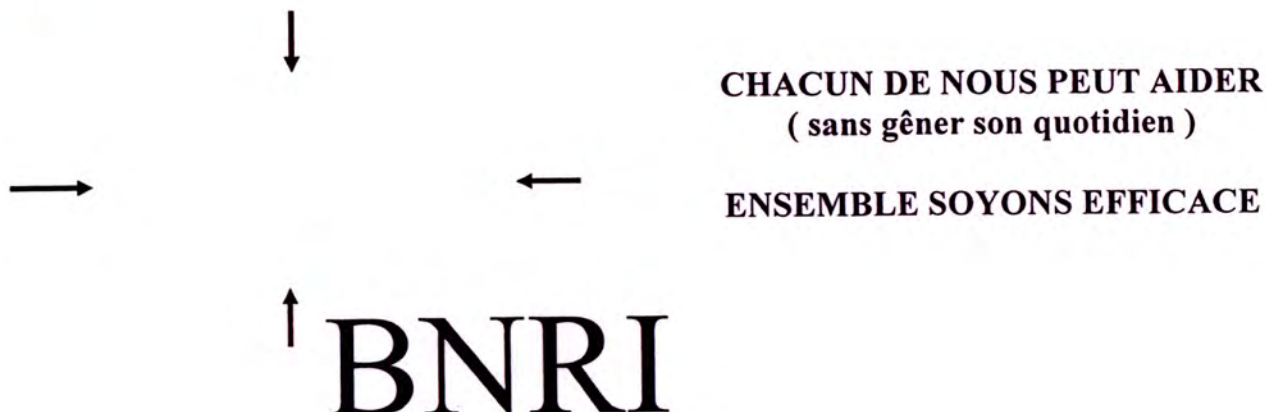
Organisation : L'ordre de traitement des réclamations sera défini par une administration créée à cet effet, sorte de grande gare de triage pour hiérarchiser les cas selon l'urgence et la gravité, avec définition d'un calendrier pour chaque cas.

Règles : Les parlementaires et Gouvernants devront rendre compte des résultats, aux dates d'un calendrier convenu avant par cette administration.

Obligations : Tout retard dans les résultats pénalisera le salaire de tous les Ministres et Députés de 100€ (par exemple) par jour de retard. Si ce retard dépassait plus de 30 jours sans justification réelle, on remplacerait cette équipe de traitement par une autre équipe plus compétente.

Evolution de la BNRI : au fur et à mesure de son fonctionnement.

Rôle des Français durant le fonctionnement : Vigilance constante, interventions sur les ronds-points ou mairies, veiller en permanence aux réponses apportées; sinon il sera fait pression comme en novembre et décembre 2018.



- 6 - Présidents de la République (2 Mandats maximum)
- Députés, sénateurs (3 Mandats maximum)
- Maires à partir de 10 000 habitants (3 mandats maximum)
- Pour toutes les fonctions précitées, pas de cumul avec d'autres mandats (Maire, conseil départemental, intercommunalité ou autres)
- Maires de communes inférieures à 10 000 habitants (1 mandat maximum)
- Pour toutes les fonctions indiquées, fin d'activité dès l'âge atteint de 70 ans.
- Réduction du mille feuille (Maire, intercommunalité, conseil départemental, région)
- Matérialisation des moyens compte tenu du découpage de la région Occitanie
- Imposition pour tous dès le 1^{er} Euro perçu avec création de 2 tranches supplémentaires pour les hauts revenus.
- Cotisation pour tous en fonction des revenus de chacun pour bénéficier de la couverture sociale.
- Accroissement de cellules anti-fraude compte tenu des milliards d'euros qui s'évaporent dans divers domaines.
- Tout mettre en œuvre pour que l'emploi soit mieux rémunéré que l'assistant.
- Notation en moyens humains et donc financiers dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services à la personne pour ce que l'on peut appeler le triage compte tenu de l'espérance de vie.
- Trouver une solution pour que le vote citoyen devienne obligatoire (Tout élection avec moins de 50% des inscrits devrait être invalidée.
- Introduction d'une dose de proportionnelle en fonction du pourcentage de voix obtenu par tous les partis.

- Rétablissement des services publics partout où cela est nécessaire et notamment en milieu rural (Jardins, commissariats, écoles, banques, administrations).

- Gros effort de circonscription pour tous (Nous avons beaucoup de droits mais aussi autant de devoirs).

- Indexation des retraites sur le coût de la vie.

Déposé le 7.2.2013 en mairie par M. [REDACTED]

11409 - C. B. L. N. S. D. A. N. Y

Comment les journalistes sont-ils devenus aussi impopulaires que les gouvernements :

- Les journaux se voient versés des subventions d'argent public, qu'ils ne réclament pas d'ailleurs.

- Les plus fortes subventions sont données aux médias "pro-gouvernement" et en sommes décroissantes pour les journaux anti-gouvernementaux. (En clair du "FIGARO" vers "LE CANARD ENCHAÎNÉ", ou à peu près...). Lorsque ce genre de constat est fait dans les pays étrangers, les médias et le gouvernement grand dandine de l'ogan, appellent cela "corruption des médias".

NE FAUDRAIT-IL PAS les supprimer?

CONVERSION des voitures DIESEL, à ESSENCE, des chaudières, du chauffage d'appoint, des générateurs et des moteurs à explosion en général, à L'AGRO-CARBURANT fabriqué en régions, territoires, départements communes etc --

8 La première revendication des "gilet jaunes" fin 2018 visait à l'augmentation de la taxe sur le carburant DIESEL, en vue d'amorcer le "virage écologique" mais en aucun cas de REMPLACER le pétrole.

99 semaines plus tard, afin de dégauffler le conflit, des mesures allaient dans le sens d'alléger le dispositif pour les plus démunis, c'est à dire que ceux qui possédaient des véhicules polluants seraient de fait aidés. Sans limiter la consommation de leur véhicule ! Maltraitant ainsi l'inefficacité de la mesure initiale, à terme d'écologie.

Le plus touché étant les wagons de régions et territoires (de la campagne pour parler plus simplement.) souvent mal desservis en terme de transports en commun.

Depuis 99 années une "prime à la casse" est versée à grand frais par l'état (argent public) pour faciliter le passage du diesel à l'essence et à l'électrique. Mesure absurde si l'on y regarde de plus près : les moteurs à essence ne sont guère moins dangereux. Les véhicules "électriques" utilisent des ressources multiples et hasardeuses, les batteries qui les équipent sont très polluantes et surtout très coûteuses.

De fait, l'achat d'un véhicule neuf à essence est même récompensé par l'état aux constructeurs automobiles qui - N'ONT PAS FABRIQUÉ DE VÉHICULES PROPRES à un prix abordable, mais se garent d'argent en polluant et ne participent pas au "virage écologique", ce qui est pour le moins suspect.

Le projet qui n'est visé seulement à exploiter ce ⁹
QUI EST PROCHE DE NOUS, et INEXPLOITÉ.
Le potentiel humain, l'inventif, le savoir-faire et
la richesse des sols de notre pays. Cela semble simple,
c'est sans doute pour cela que le marché mondialisé
l'a détruit aussi facilement.

Début janvier 2019, nous apprenions que la entreprise
de CAC 40 (la 40 "premiers de cordée") avait engrangé
la plus grande quantité de bénéfices depuis 2007. Bravo,
sauf que 15 d'entre elles sont directement liées à
l'automobile, productrices de produits polluants. S'ils
ont vendu plus, c'est qu'ils ont pollué plus!

Le projet c'est -- faire muter TOUTES les utilisations de
pétrole et dérivés vers l'agro-carburant LOCAL. Réalisable
dans toutes les régions cultivables, à usage LOCAL et
non soumis aux dictats du marché européen et mondial.
Il fonctionnera en circuit court (voir ci-dessus?) cela reste
à déterminer ensemble.

Ce "Biocar" devra être déclaré d'utilité publique. Il permettra
de tenir les engagements de la COP 21 (et de suivantes.)
et de diminuer IMMÉDIATEMENT, les maladies liées
aux polluants pétroliers et dérivés, et de freiner la dégra-
dation des égo-systèmes largement entravée.

Il faut d'optimiser ce projet:

- stimuler des plateformes de réunions de création, de tables
rondes de création, libres de "tout lobby", réunissant les
compétences des forces vives locales, communales, départementales.

10 et régionales HÉLÉES.

- des juristes, pour le choix d'un statut juridique adapté
- des agriculteurs et leur syndicats
- des membres de l'INRA qui détermineraient les plantes appropriées au terrain et au respect de l'éco-système.
- Des techniciens automobiles pour l'élaboration de la mutation des moteurs au BIOCAR (certains tracteurs agricoles sont déjà convertis.)
- des techniciens chauffagistes dans le m bnt.
- toutes les associations écologiques et citoyennes qui adhèreraient à ce projet.

[référence historique: en 1940, l'occupant réquisitionnaire

toutes les raffineries et production de carburants automobile. En quelques SEMAINES les « mécaniciens des garages » des villes et villages, adaptent des gazogènes remplaçant le carburant disparu, sans aucune participation de l'état. Il y avait moins de voitures, certes, mais les prestations technologiques de la MODERNITÉ étaient moindres?]

Cette production d'Agro-carburant sera l'œuvre de « COOPÉRATIVES » qui assureront la culture de la matière première, la conversion des automobiles et des chaudières et engins de chauffage, la distribution de carburant et la gestion administrative. Le tout fait ~~par~~ sur place; proscrire les contrats avec des plateformes. Éviter le PUBLIC-PRIVÉ, pourquoi?

[référence choisie parmi des centaines: une grande prison parisienne, Fresnes, a été restaurée et livrée début janvier 2019, coût: 200 millions d'€ pour 800 cellules de prisonniers. Calculons:

250 000 Euros par cellule. Ou se pense-t-on l'argent?]

Le statut de « coopérative » sera discuté lors de plateformes de création. Peut-être à l'aide de chambres départementales agricoles, industrielles et commerciales, compétentes dans ce domaine.

Les banques ne pouvant être intégrées à ce projet et l'ETAT devra les remplacer : par un EMPRUNT local? Une monnaie spécifique pourrait être créée, elle permettrait aux utilisateurs de BIO-CAR de subventionner l'investissement de début de projet, et "récupérerait" cette avance lorsque la production aura commencé.

Cela reste à INVENTER. En tout cas ne plus faire comme avant la révolte de fin 2018!

Echapper aux "prédateurs" de "l'ancien mode", les distributeurs pétroliers (des multi-nationaux) et les grandes surfaces, gourmands en profits.

Les coopératives d'agro-carburant, production et distribution, devront obtenir le statut "d'intérêt général".

A l'évidence, l'agriculture locale voit sa population diminuer dangereusement, ainsi que les surfaces cultivables, hâtivement mises en jachères par des moyens européens.

Le prix des céréales est décidé loin de nos campagnes, de façon inégalitaire, inepte et suicidaire. Ce projet pourrait RESSUCITER le mode paysan épuisé par la mondialisation.

Les techniciens, administratifs, des coopératives de BIO-CAR

12 pourraient être formés, en place, dans les lycées professionnels et agricoles, qui ont déjà cette compétence, avec des débouchés pour les élèves sortant des formations.

Dans ce projet, les producteurs et consommateurs seront comme les adhérents d'un club, d'une association, ils ont accès aux produits et services comme des "abonnés". Ils possèdent une carte comme au supermarché(!). Evitant ainsi le trafic et la révente.

Ceci n'est pas une déliance, mais un projet à réaliser ENSEMBLE, pour ne plus subir la cruelle cupidité des grands groupes. Il n'est pas le fait d'ENARque, sa simplicité est le fait du "bon sens paysan" et d'une gestion économique au "père de famille" contrarié du dérivant consumérisme qui a conduit à une société désespérée et violente.

[référence : La CROIX ROUGE est là pour soigner des gens, pas pour faire des PROFITS!]

Et ce projet devrait en jour réunir des citoyens responsables qui veulent le perfectionner et l'améliorer par le rendu effectif, qu'ils n'oublient jamais que le plus difficile à surmonter sera :

«La guerre que leur feront subir le lobby des multinationales, et leur affidés.»

OBJET: CAHIER DE DOLEANCES

Monsieur, le Maire Patrick MAUGARD, je ne
sais point si ce courrier sera lu ou pas
mais en tout cas j'ai alerté beaucoup de
services en ce qui concerne le GLYPHOSATE
interdit en 03 Janvier 2019 pour les Particuliers
je n'ai cessé d'alerter les autorités sur les
conséquences et dangers liés à l'utilisation de
ce poison (MONSANTO), comme j'ai averti pour
l'utilisation du PYRALIUM (Peralém) en mars 2013

- j'ai alerté le Conseil général (Viola Auché)
- Directeur de l'MSA en 2013 et en 2019
- Député Maire de Limoux Jean Paul Depré
- AGNES BUZYN ministre ds solidarité et santé
- Nicole Belloubet garde ds sceaux

sous préfecture de Limoux

ainsi que d'autres services mineurs

- mon employeur est décédé en Août 2016

Cancer de Peau

- ouvrier décédé en 2010 Cancer d'Estomac

- mes enfants ont eu des malformations à la naissance en 1999 et 2000 qui en souffrent jusqu'à maintenant.

Monsieur le Maire, veuillez joindre, cette demande au Cahier de Doléances mis par le Gouvernement Macron en espérant l'interdiction totale sans s'aligner sur la date prise par l'Europe.

15 FEV. 2019

COURRIER ARRIVÉ

Lettre à France

Marianne, tu nous avais promis la Liberté, l'Egalité, la Fraternité, l'Abolition des privilèges, des droits sacrés et inaliénables par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Nous n'avons que trop attendu... Marianne, tu dois aujourd'hui au Peuple de France :

Sous un mois :

1. Le recensement de tous les « Sans Domicile Fixe », les mal-logés, les mal-nourris, les mal-éduqués, les non-employés ; sous 1 mois, tu leur proposeras une solution pérenne.
2. Dans l'attente d'une rénovation massive des transports publics et d'un maillage serré sur le territoire national, tu ajusteras les taxes sur les carburants et fixeras un prix pérenne : 1 € le litre sur tout le territoire. Parallèlement, le fuel maritime et le kérosène seront alignés sur les carburants routiers.
3. Les consommables : électricité, gaz, etc. doivent revenir dans ton giron : tu doteras les collectivités locales pour qu'elles assurent ces services, à prix identique et modéré sur tout le territoire. Ces consommables seront exonérés de TVA.
4. Chaque année, tu verses près de 60% de l'impôt sur nos revenus à ceux à qui tu as emprunté ; qui sont-ils ? pourquoi emprunte-t-on sur les marchés depuis les années 70' (quand il n'y avait pas de dette ...) ? pour quoi en faire ? (réduction systématique des services publics) ; tu engageras un audit de la Dette et nous soumettras le résultat.
5. L'emploi est un dû ; le chômage en aucun cas le fait des chômeurs... si le monde de l'entreprise privé ne peut assurer le plein emploi, Marianne, c'est à toi de le faire : tu créeras des emplois publics utiles, tu formeras en conséquence.

Sous trois mois :

6. Le salaire de référence pour 35 heures de travail hebdomadaires sera de 1500 € net par mois. Rémunérer sous ce seuil sera passible de lourdes sanctions.
7. Le Peuple n'est pas responsable des aléas économiques dus à des choix contestables : tu indexeras les salaires et les retraites sur l'inflation.
8. Aucune puissance de travail, aucune intelligence, aucun cœur à l'ouvrage ne peut autoriser une rémunération supérieure à 10 fois celle du salaire plancher. Tu imposeras cette règle dans la Loi de la République et veilleras à ce qu'elle soit respectée (inspecteurs du travail).
9. « A travail égal, salaire égal » : Tu imposeras une rémunération et des cotisations identiques (patronales et salariales) à toute personne travaillant sur le sol Français.
10. L'impôt sur le revenu est le ciment de la République ; tu réformeras son barème et appliqueras une stricte progressivité entre 2 limites : 10% et 80%.
11. Frauder l'impôt, c'est voler la Nation, le Peuple : tu supprimeras les « niches fiscales » et les possibilités d'« optimisation ». Frauder l'impôt sera passible de lourdes sanctions.
12. La Sécurité Sociale est un bien commun ; c'est du « salaire différé » ; c'est la protection des retraités, des malades, des familles... Tu rétabliras les cotisations sans possibilité d'« allègement de cotisations » et tu rendras sa gestion à ses cotisants.
13. L'équation : vivre plus longtemps = travailler plus longtemps doit cesser ! La retraite à 60 ans doit (55 ans pour les travaux pénibles) et profiter du fruit de son travail après avoir cotisé 35 ans pour la collectivité doivent devenir la norme : tu n'autoriseras plus de dépassement et la rémunèreras à 80% du dernier salaire.
14. En 5 ans d'existence, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) nous a coûté environ 100 Milliards ; où est le million d'emplois associé ? tu supprimeras le CICE et l'injectera dans la rénovation des transports publics, la recherche « utile » (voiture à hydrogène ? traitement propre des déchets nucléaires ? etc.). Tu t'assureras du remboursement par les entreprises indûment bénéficiaires sur toute la durée du CICE.
15. Ton Ecole doit rester publique, laïque et obligatoire ; elle a besoin de moyens !
 - a. Tu supprimeras les subventions aux écoles privées/confessionnelles et les reversera à l'Ecole de la République ;
 - b. Tu doteras à égalité les Ecoles sur tout le territoire ;
 - c. Tu assisteras financièrement les étudiants éloignés des enseignements supérieurs ;
 - d. Tu indexeras le salaire de ses professeurs sur leur niveau d'études, tu les formeras et les assistera dans leur vie quotidienne,
 - e. Tu limiteras le nombre d'élèves par classe à 25 jusqu'au Baccalauréat.

MAIRIE
CASTELNAUDARY

15 FEV. 2019

Croissance de dépendances
de recours de cap

COURRIER ARRIVÉ
CONVERSION des voitures automobiles Diesel, à essence, et des chaudières,
chauffages d'appoint et générateurs à l'AGRO-CARBURANT fabriqué en
REGIONS et territoires, départements, communes.....

La première revendication des « gilets jaunes » fin 2018 visait l'augmentation de la taxe sur le Diesel, en vue d'assurer le « virage écologique ».

Quelques semaines plus tard, afin de dégonfler le conflit, des mesures visant à **subventionner** les propriétaires des véhicules les plus polluants et les plus démunis financièrement en disent long sur la contre-efficacité de la mesure initiale, en terme d'écologie.

Les plus touchés étant les usagers des régions et territoires (de la campagne pour parler plus simplement) souvent mal desservis en terme de transports en communs.

Depuis quelques années une « prime à la casse » est versée à grand frais par l'état (argent publique) pour faciliter le passage du diesel à l'essence et à l'électrique. Mesure absurde si l'on y regarde de plus près : les moteurs à essence ne sont guère moins dangereux. Les véhicules à électricité utilisent des ressources multiples et douteuses, les batteries qui les équipent sont très polluantes et très coûteuses.

De fait, l'achat d'un véhicule, (et sans tenir compte de la pollution engendrée par la démolition et le recyclage des véhicules « à la casse ») neuf à essence est une récompense, de l'état, à des constructeurs qui..... **n'ont pas fabriqué de véhicules propres** à un prix abordable, repoussant ainsi « le virage écologique », ce qui est un comble.

Le projet qui suit vise seulement à exploiter ce qui est tout proche de nous, à porter de main. Le potentiel humain, son savoir faire, la richesse des sols du territoire. Cela semble simple, et c'est sans doute pour cela que le marché mondialité l'a détruit aussi facilement.

Début janvier 2019, nous apprenions que les entreprises du CAC40 (les 40 « premiers de cordée »?) avaient engrangé la plus grande quantité de bénéfices depuis 2007. Bravo, sauf qu'il s'agit là des entreprises les plus polluantes, et parfois productrices de produits polluants. S'ils ont vendu plus, ne serait-ce pas qu'ils ont pollué plus.

Ce projet c'est..... faire muter **TOUTES** les utilisations du pétrole et dérivés vers l'agro-carburant local (Biocar), et c'est réalisable dans toutes les régions cultivables. Il ne doit en aucun cas être soumis aux lois du marché européen et mondial. D'ailleurs, ces derniers feraient en sorte d'empêcher, via les « exigences de sécurités européennes » ou « lois de l'OMC » leurs créations. **Il** fonctionnera en circuit court (et clos?), cela reste à déterminer ensemble.

Notre Biocar devra être déclaré d'utilité publique. Il permettra de tenir les

engagements de la COP21, mais surtout de sauver des vies et de réduire à moyen terme les maladies liées aux polluants pétroliers, et à la dégradation des écosystèmes.

Afin d'optimiser ce projet :

Des plateformes de réunions de création ou tables rondes de création libres de « tout lobby », réunissant les compétences des forces vives communales, départementales et régionales mêlées ;

Des juristes, pour le choix d'un statut juridique adapté ;

Des agriculteurs et leurs syndicats ;

Des membres de l'INRA qui détermineront les plantes appropriées aux terres et au respect de l'éco-système ;

Des techniciens automobiles pour l'élaboration de la mutation des moteurs au BIO-CAR ;

Des techniciens chauffagistes, dans le même but,

Mais aussi toutes associations écologiques locales et citoyens qui adhèreraient à ce projet.

[Référence historique : en 1940, l'occupant réquisitionne toutes les raffineries et productions de carburants automobiles, En quelques semaines les « mécaniciens des garages automobiles » des villes et villages, adaptent des gazogènes, remplacent les carburants disparus, sans aucune participation de l'état.]

Il y avait moins de voitures, certes, mais les prétentions technologiques étaient moindres,

Cette production d'agro-carburant sera l'oeuvre des « coopératives » qui assureront aussi la culture de la matière première, la conversion des automobiles et des chaudières et engins de chauffages, la distribution et la gestion administrative.

Proscrire le contrat Public-Privé, pourquoi ?

[Référence : une grande prison parisienne, Fresnes, a été restaurée et livrée fin janvier 2019 : 200 millions pour 800 cellules de prisonniers. Calculons : 250 000 euros par cellule. Où est passé l'argent ? Des centaines de cas identiques chaque année.]

Le statut de « coopérative » ~~est~~ est à discuter lors des plateformes de création. Peut-être avec l'aide des chambres départementales agricoles et industrielles ?

[Référence : La « Croix Rouge » est une association loi 1901 dont le but est de soigner les gens. Pas de faire des profits.]

Pour cette raison, les banques ne pourront être intégrées à ce projet et l'ETAT devra les remplacer. Par un EMPRUNT local ? Une monnaie spécifique pourrait être créée, elle permettrait à des utilisateurs de BIO-CAR de subventionner l'investissement de début de projet, et « récupérerait » cette avance lorsque la production aura commencé. En tout cas, ne plus faire comme avant fin 2018 ! les messages de cette révolte sont clairs.

[Exemple référent : des cotisations minimales permettent à des sportifs, des artistes

comité d'entreprise

amateurs, des associations de toutes disciplines, de bénéficier de prestations ou de participer à des activités]. Et si un prix de BIO-CAR devait être fixé, il devrait être **fixé par la coopérative**, après chaque récolte.

L'utilisation locale ou plutôt le « rayon d'utilisation » de la production de BIO-CAR sera déterminé par le statut et la production, là encore au cours du rassemblement des créateurs où des informations plus précises et adaptées naîtront.

Toutefois, le préalable est d'échapper aux « prédateurs » de « l'ancien monde » : les distributeurs et les grandes surfaces, gourmands en profits. Une distribution **directe et sur place** sur les lieux de la coopérative, sera gage d'autonomie,

[Référence : si l'état républicain a « les pieds et poings liés » dans le virage écologique, c'est qu'il est parfois actionnaire dans les groupes fournisseurs de pétrole, d'énergie nucléaire, de traitement de l'eau, des fabricants d'armes et d'avions, et peut difficilement proposer la fin de leurs délirants profits ?]

Cette coopérative d'agro-carburant, production et distribution, devra obtenir le statut « d'intérêt général ».

La conversion de très nombreuses sources de pollution, du carburant propre, que nous proposons, permettra de tenir les engagements de la COP21, les « paysans » et campagnards prendraient une part inattendue, que l'état semble incapable de tenir,

Le « raffinage » et la distribution d'agro-carburant sur le lieu de leur production, ou au plus près, déchargera les routes des transporteurs pétroliers, mais aussi les océans et routes maritimes, réduira à court terme de nombreuses maladies liées aux polluants, voire sauvera des vies ?

Mais surtout évitera le délire de la taxation des consommateurs qui ont la double peine : la ruine et la pollution.

A l'évidence, l'agriculture locale voit sa population décroître dangereusement, ainsi que les surfaces cultivables, honteusement mises en jachères. Comment s'en étonner : les prix des céréales sont décidés à Toronto, Chicago, ou Bruxelles ? On ne sait trop où ? Mais l'état n'y peut rien. L'Europe subventionne cette agriculture moribonde de façon inégalitaire, inepte et suicidaire. Ce projet pourrait créer des emplois dans l'agriculture locale, mécanique auto, « raffinage » de la matière première végétale, techniciens chauffagistes, administration et comptabilité. Tous formés localement, dans les lycées professionnels de nos régions aux talents sous exploités par la mondialisation. Celle-ci attribue ces tâches aux habitants des pays émergents qu'on appelait pays pauvres dans l'ancien monde, qui sont peu ou pas rémunérés ?

[Référence : des contrats d'embauche avec des élèves sortant de formations spécifiques qui enseigneraient la mutation à l'agro-carburant et à ses applications. Imaginons aussi les motivations des formateurs qui, enfin, formeraient pour des **emplois locaux** effectifs et non aléatoires.

[Référence : les bouteilles de gaz et bidons de pétrole pour chauffages d'appoint en vente chaque début d'hiver dans les magasins de bricolage (à l'adresse des pauvres bien sûr!) sont de véritables « bombes artisanales ». Toutefois qui oserait s'opposer aux grands groupes qui les distribuent?]

Dans ce projet, les producteurs et consommateurs seront comme des adhérents d'un club, d'une association, ils ont accès aux produits et services comme des abonnés, ils possèdent une carte comme au supermarché (!). Evitant ainsi le trafic et la revente ?

Ceci n'est pas une doléance, mais un projet à réaliser **ensemble** pour ne plus subir la bêtise et la cupidité. Il n'est pas le fait d'un FNArque, sa simplicité est le fruit d'un « bon sens paysan » « et d'une gestion économique en « père de famille », contrepied du délirant consumérisme qui a conduit à une société désespérée et violente.

Si ce projet devait un jour réunir des citoyens responsables qui veulent le perfectionner et l'améliorer pour le rendre effectif, qu'ils n'oublient jamais que le plus difficile à surmonter sera :

« La guerre que leur feront subir les lobby des multi-nationales »

DÉPARTEMENT
DE L'AUDE



MAIRIE DE
LABASTIDE-D'ANJOU

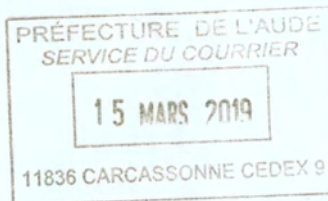
11320

TÉLÉPHONE : 04 68 60 10 12

TÉLÉCOPIE : 04 68 60 16 31

labastidedanjou@yahoo.fr

www.labastidedanjou.fr



Labastide d'Anjou,

Le 14 Mars 2019

Madame le Maire

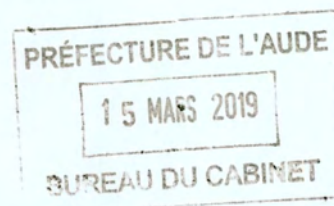
11320 LABASTIDE D'ANJOU

A

PREFECTURE DE L'AUDE

52 Rue Jean Bringer

11000 CARCASSONNE



Objet : Grand Débat National

BORDEREAU D'ENVOI

-----000000000-----

NOMBRE DE PIECES	DESIGNATION
1	Réponse Administré.

Le grand débat national



Contribution citoyenne de Labastide d'Anjou du 15 janvier au 15 mars 2019

Choix du Thème (obligatoire – 1 thème par contribution)

Fiscalité et Dépense publique

Démocratie et Citoyenneté

Divers

Organisation de l'État et des services publics

Mobilité et Transition écologique

☐
☐
☒

Date : 31/01/2019

(Facultatif)

NOM : _____ PRENOM : _____

ADRESSE : _____

Votre contribution (demande, proposition, attente...) :

↓ RIEN	PRÉFECTURE DE L'ANJOU
	15 MARS 2019
	BUREAU DU C.A.P.

La transition écologique

Le Diagnostic

2018 est l'année la plus chaude jamais enregistrée en France. Ce n'est pas un cas isolé : 9 des 10 années les plus chaudes ont eu lieu après l'an 2000. Au rythme actuel des émissions de gaz à effet de serre, le seuil critique de 2 °C de hausse de la température mondiale sera dépassé avant la fin du siècle, entraînant de manière irréversible un emballement du climat et la multiplication des catastrophes naturelles. C'est dans ce contexte alarmant que 196 pays, sur les 197 que compte l'ONU, ont signé en

novembre 2017 l'Accord de Paris sur le Climat. Cet accord, « juridiquement contraignant » engage les signataires à limiter la hausse des températures en dessous de 2°C. La France est en retard au regard de ses engagements pour atteindre cet objectif ; or nous ne sommes pas épargnés par les conséquences du dérèglement climatique comme l'ont montré les événements tragiques à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy en septembre 2017 ou dans l'Aude en octobre dernier.

Le grand débat national

01

Le changement climatique et la transition énergétique ont un impact direct sur notre quotidien. Les énergies fossiles (charbon, pétrole, fioul, gaz) que nous consommons pour nous déplacer ou nous chauffer, représentent aujourd'hui 70 % des émissions de gaz à effet de serre (le reste provenant essentiellement de l'agriculture). En réduire la consommation est indispensable pour limiter le changement climatique.

Notre santé est en jeu. On estime que la pollution de l'air est responsable de 46 000 décès prématurés par an dans notre pays. Les énergies fossiles sont chères. La réduction de leur consommation réduirait notre dépendance aux importations de l'étranger. Elle permettrait de préserver le pouvoir d'achat des Français, en les protégeant contre les hausses de prix.

« En France, plus de 3 millions de ménages sont d'ores et déjà en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 8 % de leurs revenus à se chauffer. »

#GrandDébat

C'est utile à tous, et particulièrement aux plus modestes. En France, plus de 3 millions de ménages sont d'ores et déjà en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 8 % de leurs revenus à se chauffer.

Les enjeux du débat

Diverses mesures ont été mises en place depuis 18 mois pour accompagner les Français. Ces mesures s'ajoutent à celles mises en place par les collectivités locales, les entreprises ou les associations.

• Passer à un véhicule (neuf ou d'occasion) plus propre et moins coûteux à l'usage, grâce à la prime à la conversion (jusqu'à 5000 € d'aide). Par exemple, remplacer une voiture qui consomme plus de 7 litres aux 100 km (plus de la moitié des voitures françaises) par une voiture qui consomme 5 litres aux 100 km permet de réduire de 30 % la facture de carburant.

• Accéder à de nouvelles solutions de mobilité (transports en commun, covoiturage, transport à la demande, autopartage, vélo...). Par exemple, faire du covoiturage deux jours par semaine permet de réduire la facture de carburant d'un quart.

• Réduire sa facture de chauffage et d'électricité grâce au chèque énergie. Près de 6 millions de ménages touchent entre 48 et 277 € selon les revenus et la taille du foyer.

02

• Isoler son logement pour réduire sa facture. Par exemple, isoler ses combles est possible pour un euro grâce aux certificats d'économie d'énergie ; le crédit d'impôt de transition énergétique couvre 30 % des dépenses d'isolation des murs ou des planchers et les aides sont augmentées pour les ménages aux revenus modestes grâce aux aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et au dispositif de l'écoprêt à taux zéro (éco-PTZ).

En savoir plus en consultant toutes les aides disponibles sur :
www.ecologique-solidaire.gouv.fr/prix-des-carburants-gouvernement-vous-accompagne

Ces aides restent néanmoins trop peu connues, parfois complexes et insuffisantes au regard du pouvoir d'achat de certains Français ou de leur capacité à financer des investissements, même rentables pour eux dans la durée.

Le grand débat national doit servir à mieux identifier les besoins et les attentes d'accompagnement des Français concernant l'isolation de leur logement, leur chauffage et leurs déplacements afin d'identifier les meilleures réponses locales ou nationales, qu'il s'agisse d'inventer des solutions nouvelles pour réduire le reste à charge et faciliter la vie ou d'améliorer les aides publiques existantes en les rendant plus compréhensibles, plus simples, plus efficaces et plus solidaires.

Ce débat sera également l'occasion de dégager un éclairage sur la manière de faire évoluer la fiscalité environnementale pour la rendre plus juste et efficace.

De manière générale, il s'agira de débattre des outils et solutions pour mieux mobiliser l'ensemble des citoyens, des collectivités, des entreprises, des syndicats, pour :

- Parvenir à zéro émissions nettes en 2050 (ne pas émettre plus de gaz à effet de serre que ce qui peut être absorbé par nos forêts et nos sols) tout en réduisant à moins de 50% la part de nucléaire dans la production d'électricité à échéance 2035.
- Améliorer la qualité de l'air que respirent nos concitoyens.
- Renforcer la solidarité entre les Français et entre les territoires.

« Ce débat doit éclairer les décisions politiques pour faire évoluer la fiscalité environnementale afin qu'elle soit juste et efficace »

#GrandDébat

Le grand débat national

03

Contribuer au débat La transition écologique

#GrandDébat

01. Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? (1 seule réponse possible)

- ☐ La pollution de l'air ☒ Les dérèglements climatiques (crues, sécheresses)
☐ L'érosion du littoral ☐ La biodiversité et la disparition de certaines espèces
☐ Autres, précisez :

02. Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

03. Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?

- ☐ Oui ☐ Non

Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?

La transition écologique

04

04. À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?

tri des déchets
déplacement automobile minimum

05. Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?

☒ Oui ☐ Non

06. Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

avoir des transports en commun à la demande

07. Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

08. Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?

informer le public des nouvelles possibilités

09. Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'État, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements, et pour les déplacements ?

☐ Oui ☐ Non

10. Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?

☐ Oui ☒ Non ☐ Je n'utilise pas la voiture pour des déplacements quotidiens

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ?

.....

.....

.....

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?

☐ Les transports en commun ☐ Le covoiturage ☐ L'auto partage
☒ Le transport à la demande ☐ Le vélo ☐ Autres :

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?

aux régions

.....

.....

11. Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

☐ Oui ☒ Non

12. À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? (1 seule réponse possible)

- ☐ À baisser d'autres impôts comme par exemple l'impôt sur le revenu ?
☒ À financer des investissements en faveur du climat ?
☐ À financer des aides pour accompagner les Français dans la transition écologique ?

13.

Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée :

(1 seule réponse possible)

☐ Par le budget général de l'État

☒ Par la fiscalité écologique

des pollueurs

☐ Les deux

☐ Je ne sais pas

14.

Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ? (Plusieurs réponses possibles)

☒ Les entreprises

☐ Les administrations

☐ Les particuliers

☐ Tout le monde

15.

Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ? (1 seule réponse possible)

☒ Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production

☐ Modifier les accords commerciaux

☐ Taxer les produits importés qui dégradent l'environnement

16.

Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

17.

Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Cahier de doléances ouvert le 21/12/2018



Le Maire,
Jean-Pierre QUAGLIERI

Je voudrais soumettre mes idées concernant certains revenus (exemple: docteurs, avocats...) je ne trouve pas normal s'ils ont plus de 3 enfants qu'ils ~~reçoivent~~ perçoivent des allocations familiales. Et que les familles qui ~~perçoivent~~ le stuc (femme seule, 1 enfant à charge ou plusieurs enfants) en perçoivent moins. Il serait bon de revoir également le référendum. Si on calculait qu'en enlevant les allocations familiales aux plus fortunées on pourrait ainsi en donner aux retraités et aux chômeurs.

- Remettre l'ISF (impôt sur la fortune)
- Indexation des retraites sur l'inflation
- Taxation des avions et avions - Bateau de croisière (pour lutter contre le réchauffement climatique) -
- R I C - (Référendum Initiative Citoyen)



8/10/15

2 conseils et idées

- * Valoriser le travail il est injuste qu'une personne qui reste à la maison paye autant qu'une personne qui travaille.
 - * Annulation du prélèvement de la CSG sur les retraites, rétablir le versement du montant des retraites avant le prélèvement au 1^{er} Janvier 2018 et restituer les sommes prélevées injustement.
(promesse électorale de M. Macron "Je ne toucherais pas aux retraites")
 - * Cesser de taper à outrance le Gaz, l'électricité, les carburants, tous les établissements publics : Hôpitaux, Poste, Trésor Public, Tribunaux... sont regroupés dans les grandes métropoles obligeant les habitants des petites communes à se déplacer c'est une injustice : on paie nos impôts.
 - * Moins de Députés, Sénateurs, Ministres et baisse de leur salaire, interdiction Cumul des Mandats.
Tenir compte des conditions de vie du Peuple.
Certains retraités hésitent entre MANGER ou se CHAUFFER. Certains ayant un travail ne peuvent pas se loger correctement ou manger à leur faim.
C'est la France d'aujourd'hui dans bien des communes.
 - * Cesser de délocaliser les entreprises et alors il y aura du travail dans nos petites villes.
- Merci - JB -



En règle générale, les Français sont plus ou moins d'accords pour réaliser des efforts à partir du moment où on leur ~~en~~ explique le bien-fondé, et surtout qu'on justifie de la bonne utilisation des fonds. Pourquoi donc ne pas modifier la Constitution et le principe d'unité du budget de l'Etat qui interdit d'affecter une recette à une politique et dire que si tel effort vous est demandé c'est pour financer telle dépense. Je rappelle pour ceux qui l'ont connue que la vignette-auto avait été instaurée à l'époque exclusivement pour assurer un revenu aux personnes de plus de 65 ans, mais se basant sur le principe de cette fameuse unité du budget, l'Etat a englobé cette recette aux autres et à partir de là son objet premier en a été complètement détourné, car en effet on a rapidement constaté que les montants générés par la vignette ne finançaient plus ce pour quoi elle avait été créée. Je précise même qu'à cette époque lorsque la Croissance est revenue, l'impôt vignette a quand même été maintenu, et aurait pu pour le moins, à ce moment là, servir alors uniquement à préserver les retraites. Il faudrait donc, à l'instar de la Cour des Comptes, mettre en place des personnes indépendantes, comptables et responsables de nos dépenses qui seraient en charge d'alerter rapidement nos dirigeants sur d'éventuelles dérives, et ainsi intervenir plus rapidement sur les postes déficitaires en diminuant leur fonctionnement, voire en les supprimant, et surtout, comme ces personnes

000/000



bonne

seraient indépendantes, elles pourraient informer régulièrement les citoyens sur ~~la~~ utilisation des finances. Une façon de prolonger le débat voire de le pérenniser.

Actuellement beaucoup de Français comptent au jour le jour, se passent de beaucoup de loisirs même les plus simples, mais plus grave encore se passent de produits de première nécessité pour boucler leur fin de mois; l'état devrait pouvoir faire de même.

Mesdames et Messieurs du Gouvernement soyez un peu plus tene à tene.

Autre proposition.

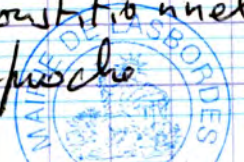
Dans les ERPAD les aides-soignants (as) sont surchargés de travail à cause notamment de travaux qui pourraient être faits par d'autres et qui les détournent de leur devoir principal. L'occupation uniquement des malades.

Ces autres choses qui concernent notamment l'entretien et le nettoyage des chambres et des parties communes pourraient être effectuées par des personnes au chômage ou bénéficiaires de prestations sociales qui pourraient donner quelques heures de leur temps.



Liste non exhaustive de mes doléances.

- Revolorisation des retraites et du SMIC
- Indexation des retraites sur l'inflation
- Réaménagement de la CSG (6,6 et 8,3)
(augmentation de 1,7 points ne signifie pas 1,7% mais environ 25%)
- Réinstaurer l'ISF
- Supprimer CICE, Flobtax, Exibtax
- Supprimer les avantages des députés et sénateurs
- Redistribuer les richesses
- Assurer des ressources correctes pour les plus démunis
- Lutter contre le réchauffement climatique et la pollution oui! mais à condition que tout le monde participe
- Conserver les services publics (hôpitaux, ~~universités~~, éducation nationale etc...)
- Éviter les privatisations: Autoroutes, aéroport de Paris, SNCF...
- Améliorer les conditions de vie/dans les EHPAD (personnel et patients)
- Inéligibilité pour ceux qui n'ont pas un casier judiciaire vierge:
 - loi votée récemment à l'assemblée, elle permet désormais
 - Ex: Juppé nommé au conseil constitutionnel alors qu'il n'est pas exempt de tout reproche



- Envisager plus de justice pour les condamnations

Ex: voler à l'étage par 10€ → peine de prison ferme.

voler dans les caisses de l'État, détournement de l'argent, abuser de bien sociaux

3 ou 4 ans, 2 ans ferme ^{avec} ~~présentation~~ ^{présentation} aménagement de la condamnation, avant dire rien (cauzac, le guéant)

- Enfin il faut que tous les politiques arrêtent de nous mentir sur tout.

D'autre part ce n'est pas à moi de trouver des solutions, des gens ont été élus pour le faire.

Je ne ferai que des propositions de lois citoyennes qui me paraissent nécessaires pour rétablir la confiance entre les citoyens, les élus et le gouvernement. Le peuple, aujourd'hui, a le sentiment de ne plus être écouté et entendu.

Voici mes propositions de lois citoyennes qui traitent 4 thèmes :

Services publics, institutions et vie démocratique, environnement, fiscalité et économie :

- Attribution de l'allocation adulte handicapé sans prise en compte de revenus de conjoint
- Revalorisation des salaires des fonctionnaires
- Augmentations des salaires et de effectifs dans la fonction publique hospitalière.
- Retraite indexée sur l'inflation ou sur le salaire moyen
- Baisse la T.V.A. pour les produits de 1^{re} nécessité
- Augmentation du minimum vieillesse, l'allocation de solidarité aux personnes âgées
- Baisse des cotisations patronales conditionnée à une augmentation des salaires
- Indexation des salaires sur l'inflation
- Annulation de la hausse de la C.S.G.
- Augmentation du S.M.I.C.
- Imposition à la source de bénéfices des grandes entreprises, dont les G.A.F.A.M.
- Suppression des droits de succession, sauf pour les hauts patrimoines
- Rétablissement de l'I.S.F.
- Prendre en compte les recommandations de la Cour des comptes



- Réduction des taxes environnementales sur les énergies carburant, gaz, électricité
- Suppression de la loi sur l'alimentation
- Supprimer les niches fiscales qui n'ont aucun impact sur l'économie
- Taxation des carburants maritimes et aériens
- Fin de glyphosate d'ici 3 ans, et accélérer la transition de agriculteurs vers le bio
- Indexation du prix de loyers sur la qualité de l'isolation et la vétusté du logement
- Redonner à l'État la gestion des autoroutes
- Réduction des agences publiques
- Arrêt du versement de allocation chômage si un demandeur refuse une offre qui correspond à son métier ou formation
- Obligation d'une répartition équitable de bénéfices des entreprises
- Obligation d'un casier judiciaire vierge pour être candidat à une élection
- Fin totale du cumul de mandats dans 3 fonctions et dans le temps
- Vote obligatoire, avec sanction en cas d'absence
- Diminution de indemnités de parlementaires
- Introduction de la proportionnelle aux législatives
- Prise en compte du vote blanc, et invalidité d'élections si le vote blanc est majoritaire
- Suppression du C.E.S.E
- Possibilité aux ~~citoyens~~ citoyens de proposer ou abroger une loi par référendum
- Réduction du nombre de parlementaires
- Fin des avantages pour les anciens Présidents et 2 ministres et ministres



- Fusion des conseils départementaux et régionaux
- ou donner plus de pouvoir et une autonomie plus importante pour les collectivités territoriales
- Rendre la TEOM proportionnelle au poids de pochettes

République Française
Département de l'Aude
Commune de Montferrand

Cahier de Propositions



Janvier à Mars 2019

- Education Nationale: intervention dans les établissements scolaires sur le sommeil au même titre que les interventions sur les drogues, l'alcool, la sexualité par des professionnels.
- le code de la route au sein de l'établissement scolaire
- Enfant né en France a la nationalité française seulement si ses parents sont en règle avec les autorités françaises et en France depuis au moins deux ans par les parents étrangers.
- Révoir les dépenses de fonctionnement de l'état au niveau de la prise en charge des députés - sénateurs (diminuer le nombre) et les retraites et avantages des anciens chefs d'état.

Muri

Cher Président, je sais que vous ne serez pas contrarié de tout ce que je vous écris. Je suis en confiance, je ne suis pas "en filer jaune", je vis assez bien pour pratiquer des jeux meilleurs.

Cordialement,



Réponses pour le Grand Débat National

Je n'ai pas de réponse pour beaucoup
des questions posées, j'estime que je n'ai pas
les compétences nécessaires pour le faire vala-
blement.

Toutefois une revendication centrale de
"gilets jaunes" est "l'augmentation du pouvoir
d'achat". Il s'agit semble-t-il du
montant des ressources monétaires pour vivre
dignement. Augmenter les salaires et
pensions est très complexe et le résultat
souvent limité. Mais pour vivre digne-
ment, le pouvoir d'achat monétaire n'est
pas tout, il y a aussi le pouvoir d'enrichis-
sement personnel, sur le plan des connaiss-
sances ^{et des capacités} ~~scientifiques~~ : sciences, histoire,
géographie, sociétés humaines, santé, ^{(sport} etc.
Il est aussi ~~plus~~ important que le
pouvoir d'achat s'exprimant en euros.
Il y a aussi le pouvoir d'amélioration de

sa situation personnelle : formation continue sur ce plan professionnel, "école" des parents, formation aux problèmes conjugaux, insertion dans la vie sociale (associations, art de conduire les réunions, gestion de la comptabilité et du budget familial, informatique, etc). Je pense que l'Etat devrait ^(donc) se préoccuper aussi de cette "formation continue du citoyen" analogue à la formation continue professionnelle. Les moyens de l'Education Nationale peuvent être en partie adaptés à cette nouvelle mission de l'Etat.

Il ne faut pas oublier la formation à la vie administrative et politique, au respect des formalités, et règlements, et lois. L'existence de cette formation devrait être la condition du "vote obligatoire" aux élections. Elle permettrait aussi d'organiser la structure sociale en quelques niveaux de décision, peu nombreux et liés à un territoire, et ^{en} niveaux de "transmission d'informations et de demandes", internes - différents entre les précédents. Cette organisation devrait être moins coûteuse que la superposition de 5 ou 6 niveaux, à la fois d'information et de décision comme c'est le cas aujourd'hui.

La "participation citoyenne" à la vie politique devrait reposer sur des réunions de discussion en groupes de faibles effectifs, et réunions d'~~être~~ information avec un petit nombre d'orateurs et un nombre conséquent d'auditeurs.

La question des immigrés est très difficile si leur nombre est important. Il faut se souvenir de l'intégration des Algériens il y a quelques années, et dégager des ressources financières suffisantes pour éviter des révoltes graves. C'est une charge importante qui pourrait exiger des crédits importants, mais nécessaires.

Il faut en prévenir les Français, car on joue avec le feu. Il faut suivre les expériences faites à l'étranger pour y trouver des idées de solutions.

Peut-être faudrait-il faire un référendum là-dessus, mais le risque est grand que trop d'égoïstes refusent le sacrifice à faire, cela compliquerait alors gravement la situation. Contrairement aux "gilets jaunes", je crois que le référendum conduit droit à des solutions irréfléchies, tenant beaucoup trop compte des sentiments, d'expositions systématiques et irréfléchies, ~~mal~~-marquées par un égoïsme à courte vue. C'est un outil à réserver aux problèmes très importants, et les conséquences des "oui" comme du "non" doivent pouvoir être ~~expliquées~~ expliquées clairement, en se référant aux grands axes de la politique nationale, avant le vote.

Telle est ma participation au "Grand Débat" qui est limitée aux questions qui me semblent à la fois essentielles et assez simples pour faire l'objet d'un avis réfléchi et motivé.

Le 20 février 2019

Tout d'abord, je tiens à saluer cette initiative, ce grand débat. Toutefois, j'aborderai quelques points sans pour autant suivre la "trame officielle".

Enseignement:

- Approcher les fondamentaux (lire, écrire, compter) dès la maternelle, de façon ludique, et renforcer ces fondamentaux en G.S. et C.P. pour une acquisition pleine et entière à l'entrée au C.E.

- Mettre en place des sessions de formations et de remise à niveau pour l'ensemble des personnels de l'Education Nationale (enseignants, conseillers d'éducation, psychologues, infirmiers,)

- Rendre obligatoire les visites médicales de tous les personnels (seule catégorie à ne pas avoir de visite médicale) ainsi qu'un test psychologique tous les 5 ans (contacts permanents avec des enfants/jeunes)

- Instaurer des formations de premiers secours au cycle 3, puis collège et lycée.

Santé:

- Obliger les médecins, comme les kinésithérapeutes le sont actuellement, à s'installer dans des zones de

carence médicale

- supprimer la prise en charge partielle de la CSG des médecins par la Caisse d'Assurance Maladie

Numerique:

- Télétravail, formalités administratives, ...

Comment faire lorsque le débit internet est insuffisant? idem couverture de téléphonie mobile? La fracture ville/campagne est évidente et est un frein au développement des zones rurales. Au delà, elle est un véritable handicap et fragilise une population déjà frileuse pour ces nouvelles technologies.

Armée

Les banlieues s'enflamment, conséquences partielles de la suppression du service national.

A l'heure où beaucoup de jeunes n'ont plus de repères, n'ont aucune valeur, qui peut les leur donner? L'armée! Même si ce n'est pas sa fonction initiale, ce rôle d'éducateur apporterait beaucoup à la société et à ces jeunes.

Référendum - Elections

L'Angleterne a montré la voie ... à ne pas suivre !!! Le référendum ne doit pas être décidé

par l'électeur : il n'a pas tous les tenants et tous les aboutissants de la démarche, ô combien grave et importante. Par contre, prendre en compte les bulletins blancs motiverait à un retour vers les urnes. Les résultats seraient plus représentatifs. Le nombre de mandats électifs doit être limité pour éviter une "professionnalisation" de la politique. J'ai beaucoup apprécié l'ouverture de la députation au monde civil. Il devrait en être de même pour les autres mandats.

Environnement :

Les agriculteurs et les automobilistes (utilisateurs de véhicules à moteur essence / diesel) se sentent tous émissaires. S'il est vrai qu'ils ont leur part de responsabilité, sont-ils les seuls grands et uniques pollueurs ? Qu'en est-il de l'industrie ? du transport aérien ? du transport maritime ? Il faut rétablir une équité entre tous les "producteurs" de nuisances environnementales.

Finances :

A défaut de rétablir l'ISF, il serait souhaitable de taxer le produit de toutes les transactions

financières. Des contrôles plus serrés devraient être envisagés notamment sur les holdings et autres niches. Dans une moindre mesure, je trouve inadmissible que des retraités de nationalité étrangère, installés dans leur pays d'origine après une carrière dans une société française, puissent être exonérés de l'impôt sur le revenu au prétexte de charges qu'il est impossible de vérifier. Tout comme, les retraités français installés dans des pays soi-disant plus accueillants, devraient être taxés pour manquer à la consommation et à l'activité économique de notre territoire.

Je n'ai certainement pas apporté beaucoup d'eau à votre moulin, ce n'était pas l'ambition de mon propos. Je voulais simplement vous remercier de votre démarche par mon ressenti. Je n'utilise pas les réseaux sociaux, outil qui pourrait être magnifique et qui, en fait, est une plaie.

Merci de votre écoute. Bonne continuation.

Cher Président de la République Française,

Dans cette période d'interrogations et d'incertitude,
je me décide à vous écrire.

- Le cas des injustices m'a sauté aux yeux quand l'un de mes enfants est tombé malade, alors que j'ai toujours fait attention à notre hygiène de vie : bien manger (je suis nutritionniste), bien dormir, faire de l'activité physique, vivre dans un environnement sain, etc ... Cet enfant a déclaré son diabète de type I et j'ai alors découvert l'enfer de la vie dans les hôpitaux, plus précisément celui de l'Hôpital des Enfants ; un séjour éducatif obligatoire de 15 jours pendant lequel le manque de moyens évidents a alourdi la très difficile acceptation d'avoir ~~donnant~~ à fréquenter la misère = passage incombable aux dépenses surchargées, attente d'une chambre disponible mais pas la bonne, changement de chambre cette fois double, pas de lit accompagnant pour le(s) parent(s), maison des parents non accessible à l'enfant malade, service de l'enfant malade,

non accessible aux autres enfants de la fratrie (j'ai 4 enfants),
pas de repas ^{accompagnant} possibles même en payant sur place dans le
service, pas un café offert au parent qui veille l'enfant,
pas de place disponible sur le parking, fréquentation
insécurisée du parking et du hall d'accueil, etc ---
mais un plateau technique médical irréprochable oui!
et un personnel, insuffisant, très aimable oui!
Je connaissais les salaires bas du personnel médical
puisque je travaille depuis 30 ans, j'ai découvert
l'impensable, dont je ne me remet pas encore.

• Vous écriviez que « la France est, de toutes les nations,
une des plus paternalistes et des plus égalitaires », c'est dans
cet esprit que j'éduque mes enfants; mais comment se fait-
il que mon fils aîné, ^{depuis l'âge} de 16 ans ~~et~~ depuis 3
ans, me me croit plus car il a été, à plusieurs reprises,
une fois en scooter et une autre fois en voiture, arrêté
pour un banal contrôle de papiers, sur un ton très
insultant de la part des agents de police ou de gendarmerie,
avec un sentiment qui il m'a droit ni à discussion ni
considération, ni politesse de leur part; je lui ai bien
fait me relater chaque interpellation pour m'assurer
que lui-même restait correct, et d'ailleurs en règle
administrative évidemment, je vais rajouter, heureusement!

C'est bien vous qui voulez que « si tout le monde
apresse tout le monde, la société se défait! »

- Un service public a été supprimé = « recherche
d'une personne dans "l'intérêt des familles" ».

D'abord la pendarmonie c'est la supprimée ce
service et maintenant aussi la préfecture, si bien
que mes enfants aînés, adultes, sont dans l'impossibilité
de retrouver leur père, alors que c'est le souhait
de l'un d'entre eux; on m'a su que l'entretien vers
un obéissant père qu'il ne peut pas se payer.
Savez-vous autrement comment peut-il faire?

- « Quels impôts faut-il baisser? »

Je réponds : les aliments ! En tant que Nutritionniste
je passe mon temps à conseiller le "bien manger",
je préconise le local, parfois le bio, mais les
prix de cette nécessité sont trop élevés.

Personnellement, pour assurer à ma petite famille
une bonne alimentation, le budget dépasse celui
de l'habitation et tout ce qui s'approche (chauffage,
électricité, eau, assurance) = c'est du luxe que
tout le monde ne peut pas assumer, en partie à
cause de la TVA... même à S, S, ouf.

Voici mes doléances:

- 1) vote obligatoire
- 2) Prise en compte des votes blancs
- 3) Proportionnelle pour toutes les élections
comme aux Pays Bas, seul moyen d'éviter
syndrome des "Gilets Jaunes" ou absentéisme
major, et un pays éternellement divisé Droite/
Gauche qui amène à une désertion pour
les vieux partis, qui se refusent de fait à
partager le pouvoir.
- 4) bonne du train de vie des députés, des avantages
en nature etc : sobriété comme
les pays du Nord :-

5) Ecologie :

- Arrêt Définitif de toute substance, telle
le "Rodup" qui tue la biodiversité &
menace notre chère alimentation
à terme

- Arrêt de la pêche intensive, des
élevages intensifs, favoriser les élevages
à petite échelle & locale

- Agriculture vertueuse.
- Vraie politique ambitieuse de transports
en commun pour diminuer fortement le
trafic Auto des grands centres urbains.
- Banque Européenne pour le climat
pour se donner les moyens de changer de
paradigme & vite, très vite, sous
peine de voir nos économies s'effondrer.
- lecture des 32 pages du rapport de
GRIEC par tous les députés, les
sénateurs afin de prendre la mesure
de ce qui nous attend.
- Il n'est pas dans les intérêts capitalistes
de ne pas prendre en compte cette dimension.
- Équilibre dans le service public entre
les services en ligne et les réflexes
humains en DIRECT.

Avec les meilleurs salutations.



République Française

MAIRIE DE RICAUD

11400 RICAUD

Tél : 04.68.60.03.50

Fax : 04.68.60.09.40

Ouverture secrétariat :

Lundi Jeudi et vendredi 13H30- 15H

Ricaud, le 21 février 2019

Madame le Maire

A

Préfecture de l'Aude

Monsieur le Préfet

Bureau du Cabinet

52 rue Jean Bringer

11836 CARCASSONNE Cedex 9

Objet : cahier de doléance

Monsieur le Préfet,

Nous vous prions de bien vouloir trouver en pièce jointe l'original du cahier de doléance ouvert dans notre mairie le 7 janvier 2019.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de nos respectueuses salutations.

Le Maire

Nicole MARTIN



Calvier Dole'ances

(1)

- Mis en route le : 7 Janvier 2019.
 - Et concentration des pouvoirs.
 - Démocratie participative, revoir le mode de scrutin,
 - Diminution des avantages, en nature, en espèce des anciens présidents (véhicules, garde du corps etc etc)
 - Revalorisation chaque année, des retraites en fonction de l'inflation.
-
- Diminution de "l'entourage" des anciens présidents. (ont-ils besoin de véhicules, garde du corps, et rémunération importante ...)
 - Revalorisation des retraites en fonction de l'inflation.
 - Diminution des députés (lorsqu'on voit tous les beaux vides ... c'est qu'il ne doivent pas être indispensables et rémunération des députés lors de session si présence effective.

Cahier citoyen

« ST MARTIN LALANDE » - « 11356 »

« 11400 »

DÉPARTEMENT D

e l'AUDE

COMMUNE D

e Saint Martin Lalande

REGISTRE

de doléances -

OBJET :

Registie ouvert au
public en vue de sa
transmission à H^r le Président
de la République



Modèle 542130 - 12/09



87500 Saint-Yrieix

Nos imprimés sont produits par Fabrigue imprimeur adhérent IMPRIM'VERT®

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République.

Monsieur,

Mon compagnon et moi habitons St Martin Lalande
un charmant petit village de l'Aude.

Issus tous deux de famille d'agriculteurs, nos
parents ne se font pas jeunes (80 ans) et nous la
cinquantaine, nous devons les aider dans leur quotidien
(faire les courses, les amener chez le médecin, les
consultations plus spécialisées ne sont pas à moins de
30 km) les aider aussi dans les démarches administra-
tives, ils n'ont pas pris le tournant internet ect, ect...

Mon mari et moi travaillons, nous avons la chance
de boucler nos fin de mois... mais pour combien de temps?.

Nous avons 2 enfants: 19 ans et 17,5 ans (nous
avons de la chance ils travaillent bien à l'école)

Les étudiants coûtent cher et bien sûr l'enseignement supérieur
est à plus de 60 km de notre foyer.

Nous sommes également trop riches pour bénéficier
d'une quelconque bourse, chambre universitaire ou
autre....

Certes nous avons 5 semaines de vacances par an,
mais faute de moyens nous restons à la maison, ou
partons à la journée (la montagne et la mer sont à 100 km),
mais nous partons pique niquer, le restaurant c'est pas
la peine d'y penser....

Nous aussi nous pensons à l'avenir de nos enfants
et nous aimerions prendre le tournant de la transition
écologique...

Jamais nous n'avons manifesté, mais L'A c'est TROP
nous les avons enfilé nos gilets JAUNES.

Nous demandons donc des règles de BON SENS :

- La revalorisation des retraites de nos aînés
- La FIN des privilèges pour certains retraités de la haute fonction publique.
- la FIN des PRIVILÈGES qu'il y ait une Justice Sociale.
- La baisse des taxes. Ces taxes qui nous accablent et pèsent sur notre pouvoir d'achat. Si les taxes baissent nous devenons des consommateurs (petits plaisirs, restos, ciné ect ...)
- Taxer les pollueurs - transports aérien et maritime.
- Meilleure considération de l'agriculture Française (qui a une renommée mondiale) Les agriculteurs ne sont pas les plus pollueurs, et ils veulent vivre de leur travail.
- Meilleure considération de nos artisans
- Meilleure considération de notre travail, nous voulons vivre du fruit de notre travail et non de primes.
- Simplifier notre vie qui est écrasée sous le poids des normes
- La Finance c'est virtuel, le peuple demande à manger à vivre correctement.
- Des émissions télé nous révèlent des fraudes fiscales, des détournements de fonds publics. Que vos services retrouvent les responsables, qu'ils remboursent et payent des amendes.

Nous Faisons partie de la force active et productive de la France comme 80% de la population. Arrêtez de nous ignorer et de nous défier!

Vous avez autant besoin de nous, que nous de Vous!!

Monsieur,

Bien sûr que des obstacles, je préfère les propositions tout azimut, puisque, comme le souhaitent les gilets jaunes et une grande partie des français et autres nationalités résidentes, un changement de société est à espérer.

→ Promouvoir la transition écologique, non en taxant, mais en encourageant.

→ Développer le ferroviaire → moins de pollution
→ camions ⊖ nombreux sur les routes.

→ Créer 1 vignette (comme les suisses) pour les poids lourds, qui serait compensée par un crédit d'impôt aux sociétés de transport françaises.

→ Encourager via le montant du crédit d'impôt et faciliter les démarches pour installer des chauffages écologiques (les aides semblent s'exclure et suivent un calendrier très complexe).

→ Promouvoir la production individuelle d'électricité (éolien, hydraulique, solaire).

→ Ne pas abandonner l'hydraulique ! ni les éoliennes offshore (notre pays est très en retard sur ses voisins nordiques).

→ Veiller à la déforestation (cf. montagnes angevaises : l'on déboise - repousse t. etc ?)

→ Ne pas abandonner les services de proximité. Le train ne s'arrête que de plus en plus rarement à Casteheuland. Du coup, pas rentable : s'il n'y a pas de retour personne ne le prends. À comparer avec Tix Toulous...

→ Reporter la taxation des PPE et TPE sur les grandes sociétés.

→ Et surtout, donner un cap à atteindre, et non agir

par des mesures qui me contentent plus qu'elles ne contentent - Dépense tout le système fiscal.

En effet, trop de niches fiscales.

tu es prêt à être utile.

Coordinateur

La législation européenne impose que la législation du pays en vigueur ne lui soit pas contraire. Elle peut et doit être un encouragement, et non pas comme une contrainte.

révoquer les petites retraites agricoles qui sont très basses - réduction du train de vie de l'Etat -

- trop de taxe et d'impôt (tout est taxé)

- trop de ministres - députés - Sénateurs - etc...

- réduire les retraites des anciens présidents de la République et les supprimer leur avantage, ainsi que les ministres, députés, sénateurs.

- O immigration, qui nous coûtent énormément et ont tous les privilèges, CMU, hôtel etc... retrait jamais cotisés, est plus importante que nous agriculteurs après 45 années de labeur.

- Contrôle des quartiers, où la police ne peut aller, trop dangereuse (drogues etc...)

- Fraude à la Carte Vitale

- Fraude à la retraite des étrangers, que les familles touchent, alors qu'ils sont décédés.

- rétablir la peine de mort pour des délits de viol (enfant) et meurtres.

- que les prisonniers reglent leur pension en prison -
- suppression des téléphones en prison.
- suppression des 80 Km/h sur certaine route
- beaucoup trop de radar
- Suppression des 11 Vaccin pour bébés (les parents sont responsables de leurs enfants) et mm les bolis pharmaceutique qui s'en mettent plein les poches
- le peuple en a assez d'être racketé par l'Etat.
- nous avons eu temps à passer sur cette terre, ce qui oublie tous ces hommes et femme politique. Votre rôle aujourd'hui c'est de rendre le peuple heureux et ^{trav} d'enrichir d'avantage ceux qui n'en n'ont pas besoin.
- j'ai travaillé pendant plus de 40 ans dans l'agriculture (production lait) 365 sur 365, 10 heures par jour, sans repos, pour des prix qui ont été toujours à la baisse et les produits achetés toujours à la hausse. Comment voulez-vous qu'on puisse bien vivre. Le syndicat majoritaire FDSIA ne nous a jamais défendu, ainsi que nos élus et la Communauté Européenne. nous avons ~~eu~~ des coopératives aujourd'hui qui nous détruisent. J'ai 71 ans je suis à la fin de ma vie, mais je voudrais que mes enfants et mes petits enfants, puissent vivre heureux dans cette France, que nous aimons

Saint-Martin-Lalande le 8 décembre 2018

Objet : Cahier de Doléances de la Mairie de Saint-Martin-Lalande

Collectif des Petits Patrons et Artisans - Antenne Saint-Martin-Lalande

Relais local du Collectif des Petits Patrons et Artisans, nous remercions la municipalité en général et le Maire en particulier de prendre le temps de relayer les revendications des citoyens. Vous êtes une courroie de transmission essentielle entre les Administrés et l'exécutif, parfois devenu sourd à notre bon sens "paysan".

Les Petits Patrons et Artisans sont des gens simples, travailleurs, entrepreneurs en bâtiment, chauffagistes, plombiers, peintres, électriciens, vitriers, artisans, agriculteurs, commerçants, distributeurs, transporteurs, ambulanciers, consultants, restaurateurs, petits industriels, sociétés de services informatiques, développeurs web, entreprises digitales, attachés de presse, sociétés de communication, entreprises de nettoyage, de logistique, de stockage, de déménagement, paysagistes, sociétés de jardinage... Les petites entreprises sont donc présentes partout en France, notamment à Saint-Martin-Lalande et dans ses alentours.

Nos TPE sont plus de 3 500 000 en France, et c'est forcément par nos petites entreprises que sera résolue la question dramatique du chômage. Imaginez que chacun d'entre nous n'embauche ne serait-ce qu'une personne supplémentaire.

À notre petite échelle, nous prenons des risques tout au long de notre carrière : risque d'entreprendre, de nous endetter, de stocker, d'embaucher, et de faire face à toutes les contraintes administratives et comptables.

En janvier 2013, **le Ministre Jérôme Cahuzac a instauré une Taxe insupportable, insoutenable pour les millions de gérants majoritaires de SARL que nous sommes : la soumission de nos (modestes) dividendes aux cotisations sociales !** Le pire, c'est que cela ne concerne QUE les entrepreneurs indépendants, pas les plus riches (Sociétés anonymes, SAS...).

Ainsi, après avoir payé nos charges, nos salaires, quand il nous reste un résultat, nous payons 33% d'Impôt sur les Sociétés, puis l'impôt sur le revenu (selon la tranche)... et depuis 5 ans la Taxe Cahuzac, soit 42% ! Faites le calcul ! Nous sommes ainsi moins taxés en investissant à la Bourse ou dans une "start-up" que dans notre propre entreprise. Le dividende rémunère un risque, au nom de quoi est-il soumis à des cotisations sociales ? **Cette aberration économique étouffe littéralement les TPE, poumons économique de nos territoires.**

NOTRE REVENDICATION
À INSCRIRE AU CAHIER DE DOÉLANCES DE Mairie de
Saint-Martin-Lalande
est donc la suppression, à compter du 01/01/2019, de la
TAXE CAHUZAC confiscatoire,
qui soumet les dividendes des SARL à gérant majori-
taire
aux cotisations sociales.

Merci à la Mairie de Saint-Martin-Lalande et à toutes ses équipes.

Registre arrêté à la page
n° 9

Guy Bondouy maire



Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
 - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
 - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
 - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
 - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
 - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
 - Introduire le scrutin proportionnel,
 - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
 - Prendre en compte le vote blanc.

b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
 - Par l'augmentation des petites retraites,
 - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
 - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
 - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
 - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
 - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
 - Le rétablissement de l'ISF,
 - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
 - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
 - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
 - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
 - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
 - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
 - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
 - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
 - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
 - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
 - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
 - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
 - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
 - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
 - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.
- Dans le domaine de la formation :
 - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
 - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

d. Une forte sensibilité aux questions environnementales

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
 - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
 - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.
- Puis la préservation du vivant :
 - Par davantage de lois,
 - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
 - Réduire les déchets,
 - Reboiser.
- Sur l'énergie :
 - Taxer les pollueurs,
 - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
 - Réfléchir à l'impact des éoliennes.